



PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE



INFO

15/04/2019

INFORMATION DES SALARIÉS

L'Alliance CFE UNSA Énergies défend la place du gaz dans la transition énergétique

La Programmation Pluriannuelle de l'Énergie marque un recul net des ambitions sur le gaz renouvelable. L'Alliance CFE UNSA Énergies se mobilise à Paris et à Bruxelles pour redresser la barre et défendre la place du gaz, énergie de transition bas carbone, et garantir ainsi un avenir aux salariés de la filière (ENGIE, GRTgaz, GRDF, STORENGY, ELD, etc).



Dans un monde énergétique en pleine mutation technologique et marqué par les incertitudes géopolitiques ou la volatilité du marché, la politique énergétique doit plus que jamais être guidée par les priorités que sont la **sécurité d'approvisionnement**, la **compétitivité énergétique**, la réponse au **défi climatique** et le développement de **filiales industrielles pourvoyeuses d'emplois qualifiés** sur le territoire national.

Avec la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) et sa Stratégie Nationale bas Carbone (SNBC), la France vise désormais la **neutralité carbone à l'horizon 2050**. Cet objectif ambitieux est dans le droit fil de l'engagement français en faveur de la lutte contre le changement climatique.

Toutefois, cette ambition d'une neutralité carbone à 2050 constitue un **véritable défi**. **Diviser par 8 les émissions de CO₂** alors qu'on visait une division par 4 avec la loi sur la transition énergétique de 2015 pose la question de la **soutenabilité de cet objectif** à l'heure de la mondialisation. Nul doute que ceci nécessitera d'énormes efforts en matière d'efficacité énergétique voire de sobriété, ce qui implique des investissements massifs et une transformation profonde de nos modes de

production et de consommation. Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, ceci constitue un **changement radical au plan social, territorial, industriel, économique et sociétal**. Il est indispensable qu'il soit piloté, progressif et socialement juste.

Bien que la PPE vise une baisse significative des émissions de gaz à effet de serre, elle donne au Gouvernement l'occasion de faire rimer énergie avec industrie et économie dans nos territoires. Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies, **l'ambition industrielle bas carbone** doit certes être au cœur de la programmation pluriannuelle de l'énergie mais en privilégiant un **mix énergétique compétitif, diversifié, résilient et équilibré** qui profite à notre économie, aux salariés et à tous nos territoires. L'Alliance CFE UNSA Énergies est convaincue que la mutation du système énergétique doit s'appuyer sur les **atouts que constituent ses industries françaises de l'électricité et du gaz, vecteurs énergétiques de la décarbonation**.

Ainsi, les efforts doivent être portés sur les énergies au plus fort taux de carbone et sur la **substitution des énergies fossiles très carbonées par des énergies renouvelables aux retombées locales nombreuses**.

L'Alliance CFE UNSA Énergies soutient l'émergence des énergies renouvelables (EnR) dans le mix énergétique décarboné de demain et demande au Gouvernement au titre de la maîtrise des dépenses publiques et de la solidarité nationale de **favoriser les énergies à fortes externalités positives, y compris sociales**. Nous plaidons aussi pour que le développement des énergies renouvelables ne soit pas piloté uniquement par des dogmes environnementaux.

L'ALLIANCE CFE UNSA ÉNERGIES,
100 % LIBRES... 100 % VOUS !

CFE ÉNERGIES
UNSA ÉNERGIE
www.cfe-energies.com
www.unsa-energie.fr



En effet, les choix des filières renouvelables doivent être guidés par une politique industrielle impulsée par l'État, reposer sur le critère coût/efficacité soit en d'autres termes coût/tCO₂ évité et surtout intégrer les enjeux économiques et sociaux.

L'Alliance CFE UNSA Énergies déplore la vision insuffisamment gazière du mix énergétique proposé pour demain. Elle plaide pour de plus fortes ambitions et de réels moyens (volumes, tarifs et enveloppe) accordés aux EnR thermiques et en particulier gazières (très facilement stockables et sans investissements supplémentaires conséquents), avec un soutien équivalent à celui dont bénéficient les EnR électriques.

A ce propos, la Cour des Comptes a tenu le même discours dans son dernier rapport d'avril 2018, mettant notamment en cause la cohérence des aides de l'État, concentrées pour l'essentiel (5,2 milliards d'euros) sur les EnR électriques, alors que seuls 567 millions sont alloués aux EnR thermiques et seulement 132 millions d'euros à l'injection de biométhane.

À ce titre, l'Alliance CFE UNSA Énergies défend une plus forte complémentarité entre l'électricité renouvelable et le gaz renouvelable dans la nouvelle PPE.

Cela conduirait à valoriser davantage les infrastructures gazières existantes (transport, distribution, stockage), ainsi que permettre la réelle émergence des projets de gaz verts qui apportent de nombreuses externalités positives en territoires tout en consolidant notre sécurité d'approvisionnement.

L'Alliance CFE UNSA Énergies demande donc que la jeune filière de gaz renouvelable soit aussi soutenue que l'électricité renouvelable pour différentes raisons.

- Le gisement de matières méthanisables à l'horizon 2035 correspond au total à 70 TWh d'énergie primaire (source ADEME). Ainsi, il fait sens que l'objectif de volume de 10 % de gaz renouvelable dans la consommation finale de gaz en 2030 soit confirmé.
- Le vecteur gaz est reconnu comme un véritable levier de décarbonation rapide des modes de transports routiers, fluviaux et



maritimes avec des externalités positives en matière de performances écologiques (réduction de NOx, des particules fines et des émissions de CO₂).

- Le contenu en emplois de la filière biogaz est équivalent aux EnR électriques (674 ETP/TWh contre 622 ETP/TWh pour le photovoltaïque et 750 ETP/TWh pour l'éolien terrestre). Ce contenu pourrait significativement augmenter dans le cadre d'une structuration de cette filière industrielle avec le soutien de l'État.
- Une forte contribution à l'excédent commercial (faut-il rappeler que la facture énergétique de notre pays pour l'achat de gaz importé s'élève à 10 milliards par an) et l'opportunité de doter la France d'une nouvelle filière industrielle d'avenir offrant des perspectives de conquête de marché à l'international.
- Les fortes ambitions du secteur gazier pour le développement des gaz verts (14 TWh de volume de projets biogaz en attente actuellement) et l'engagement des acteurs de la filière méthanisation à baisser significativement les coûts.
- Les externalités positives pour tous les territoires, plus particulièrement en termes d'emplois locaux pérennes, d'économie circulaire et de soutien à la filière agricole.

C'est parce qu'elle défend la place du gaz dans la transition énergétique que l'Alliance CFE UNSA Énergies soutient la filière du gaz renouvelable qui doit bénéficier d'un soutien au moins aussi fort que celui dont a bénéficié la production d'électricité renouvelable. Tout doit être mis en œuvre pour permettre son développement et renforcer son accès aux réseaux gaziers de distribution et de transport.

